

RASSEMBLEMENT DES MÉDECINS EN SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE

Barkat rassure les syndicats

Grande déception hier au rassemblement tenu au CHU Mustapha-Pacha par les syndicats autonomes de la Fonction publique, en solidarité avec le peuple palestinien. Les praticiens, qui d'habitude sont nombreux à se rassembler lorsqu'un appel du genre est lancé, ont brillé par leur absence.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, M. Saïd Barkat, qui s'est joint à cette initiative, a dû improviser une visite au service du Samu, dans l'attente du regroupement.

Une vingtaine de médecins seulement ont répondu présents à l'appel des syndicats autonomes, laissant libre cours aux commentaires, selon lesquels les «médecins ne se mobilisent que pour demander une augmentation de salaire». Déçus, les leaders syndicaux ont tenté, tant bien que mal, d'exprimer

leur inquiétude quant à ce qui se déroule à Ghaza et la solidarité du corps médical avec la cause palestinienne. Ils ont interpellé sur place le ministre à l'effet de prendre des mesures pour l'application de la décision des praticiens de faire don d'une journée de salaire au profit des populations de Ghaza.

Aussi, ils ont affiché leur entière disponibilité à constituer des équipes médicales qui iront porter secours aux milliers de victimes de l'agression israélienne.

Le ministre de la Santé a exprimé, à cet effet, sa



C'est la fin du conflit ?

Photo : Samir Sid

fierté de faire partie de cette communauté de médecins qui, dit-il, «a toujours su être aux côtés des personnes en détresse». «Cette halte solidaire avec nos frères de Ghaza est

une preuve que le praticien de la santé est sensible à tout ce qui se déroule autour de lui», a tenu à préciser le ministre.

Interrogé sur les dernières grèves qui ont tou-

ché le secteur, Saïd Barkat a déclaré qu'«elles font partie aussi du dialogue». «Je ne connaissais pas les syndicats avant, mais aujourd'hui, je suis heureux de travailler avec

eux», a-t-il précisé, signalant qu'un «dialogue serein et positif est en train de s'installer entre l'administration et les syndicats». «Je voudrais que les médecins vivent bien et dans la dignité. Je suis là pour régler les problèmes», ajouta-t-il. S'agit-il de la fin du conflit entre le ministère de la Santé et les syndicats autonomes de la santé ? Barkat va-t-il décider pour les médecins généralistes et spécialistes une rémunération comme il vient de le faire avec les hospitalo-universitaires ? Il dira que son département est ouvert au dialogue.

Dans tous les cas, c'est un signal fort de la part des pouvoirs publics en direction des syndicats de la santé, après plus d'une année de bras de fer.

R. M.

CONFLIT DE LÉGITIMITÉ À L'UGCAA

La guerre des déclarations continue

Le conflit de légitimité qui perdure depuis plus d'une année continue de secouer l'Union nationale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), opposant l'aile dirigée par Maâmar Hentour, désigné secrétaire général par intérim de la puissante organisation syndicale, et celle de Salah Souilah qui revendique lui aussi la légitimité du secrétariat général de l'union.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Désapprouvant les sorties et autres déclarations médiatiques de Hadj-Tahar Boulouar, faites au nom de l'union, l'aile de Salah Souilah rappelle, dans une déclaration remise à notre rédaction, que celui-ci a été «démis de ses fonctions de chargé de la communication et porte-parole de l'UGCAA» à l'issue de la réunion du secrétariat exécutif national tenue en date du 12 novembre 2007.

Une réaction «tardive», estime le concerné. Contacté hier par téléphone, Hadj-Tahar Boulouar soutient que «depuis cette date (novembre 2007), nous avons tenu une soixantaine d'activités sans que Salah

Souilah réagisse». Hadj-Tahar Boulouar rappelle, pour sa part, qu'un retrait de confiance a été voté lors de la réunion des cadres de l'UGCAA, en présence des présidents de bureau de wilaya ainsi que des membres du Conseil national et ceux du bureau national le 18 mai 2008.

Date à laquelle Maâmar Hentour a été élu, par intérim, à la tête de l'union en attendant la tenue du quatrième congrès, prévu initialement pour le 26 du mois courant, puis reporté de deux mois.

Dans une récente déclaration à la presse, Salah Souilah a tenu un tout autre discours en réfutant «les

allégations» de ses adversaires. Il a affirmé que Maâmar Hantour ne fait plus partie de l'UGCAA puisqu'un retrait de confiance lui a été signifié du temps où il était président de la commission des boulangers». «Il s'est autoproclamé secrétaire général par intérim, en contradiction avec le règlement intérieur de l'organisation qui ne prévoit pas ce poste, sauf en cas de maladie du secrétaire général ou de démission de celui-ci», a expliqué en outre Salah Souilah, ajoutant que «l'affaire est entre les mains de la justice» puisque le concerné avait, selon lui, «confectionné illégalement des cachets au nom de l'organisation».

En attendant que la justice statue sur cette affaire qui mine l'organisation depuis plusieurs mois, les deux ailes continuent d'activer chacune de son côté en cohabitant dans le même siège national de la rue Larbi-Ben M'hidi.

L. M.

SNTF

Les cheminots appellent au respect de la convention de branches

Des syndicalistes affiliés à la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer (SNTF-UGTA) ont revendiqué, hier, «l'urgence de l'application du dossier portant révision de la gestion de la carrière des cheminots».

A cet effet, une délégation des travailleurs du secteur a fait le déplacement à la Centrale syndicale pour «faire valoir leurs revendications auprès des responsables» de la Maison du peuple Abdelhak-Benhamouda».

Ainsi, il a été mis en exergue «le non-respect

par l'employeur de certains termes contenus dans la convention de branches paraphée par les représentants des deux parties (UGTA-employeur), notamment dans ses parties relatives à la revalorisation salariale et la non-mise en place de l'organe de gestion où est

représenté le partenaire social, en l'occurrence le conseil de participation.

En d'autres termes, les représentants des travailleurs revendiquent la mise en application, dans son intégralité, de la revalorisation salariale telle que stipulée dans la convention de branches, à savoir une augmentation salariale située entre 20% et 30 % et la mise en place du comité de participation.

Sur un autre plan, la délégation des syndica-

listes a saisi cette opportunité pour soulever certains problèmes organiques «à l'origine de la situation que vivent aujourd'hui les travailleurs du secteur».

Pour rappel, le secteur des cheminots fut ébranlé, durant l'année 2007, par une grève de sept jours menée par les syndicalistes du secteur, notamment ceux exerçant au niveau des ateliers et des dépôts.

A. B.

AFFAIRE BCIA D'ORAN

La BEA réclame plus de 18 milliards de dinars de dommages

Après avoir été renvoyée à l'issue du procès de la BCIA, qui a eu lieu au mois de février 2007, l'action civile de cette affaire était programmée, hier lundi 19 janvier 2009, au tribunal criminel d'Oran. Cette action devait s'appuyer sur une pièce maîtresse : le rapport d'expertise. Cette juridiction devait statuer, cette fois-ci, sur le volet relatif aux intérêts civils.

Les 48 accusés dans cette affaire devaient comparaître à nouveau pour être jugés «civilement» pour les chefs d'accusation de «dilapidation de deniers publics et complicité», conformément à la loi sur la lutte et la prévention de la corruption.

Pour rappel, c'est au mois de février 2007 que les accusés dans cette affaire furent condamnés à des peines d'emprisonnement allant de 5 à dix ans ferme. Le P-dg de la Banque commerciale et industrielle d'Algérie, dissoute et liquidée, Kharoubi Ahmed, son fils, Mohamed Ali (directeur régional de cette ex-banque privée), ainsi que l'ex-P-dg d'Union Banque furent condamnés à 10 ans de réclusion par contumace, ainsi que nombre d'opérateurs commerciaux.

Par cette action civile, la BEA compte recouvrer l'énorme préjudice financier, estimé à 13,2 milliards de dinars, une perte causée par les fameuses traites avalisées par la BCIA et escomptées par elle-même au niveau de ces deux agences de Yougoslavie/Oran et de Sig, ainsi que les bons de caisse et autres effets de commerce avalisés par l'ex-Union Banque au niveau d'Alger. Hier, l'action en civil a dû être reportée à la prochaine session criminelle.

Ce report a été décidé par le juge suite à la demande de la défense qui a mis en avant la non-notification du rapport d'expertise et le non-transfert de tous les accusés. Toutefois, les avocats de la partie civile ont présenté leurs requêtes à la justice en demandant des dommages et intérêts estimés à 15 milliards 678 millions 673 460, 70 DA.

Ajoutant à cela le dommage moral qu'ils évaluent à 3 milliards de dinars. Néanmoins, à l'issue de ce report, l'un des avocats de la défense fera remarquer que le taux d'intérêt lors de la prochaine session criminelle, où devra avoir lieu le procès en appel, aura pour sa part changé, et le montant mentionné serait ainsi appelé à être revu à la hausse.

Amel B.